



ODD 4 Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

MÉTADONNÉES

Cible 4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès à tous les niveaux d'éducation et de formation professionnelle pour les personnes vulnérables, notamment les personnes handicapées, les populations autochtones et les enfants en situation vulnérable

4.5.6 Dépenses d'éducation par source de financement (public, privé, international) en pourcentage du PIB

(Métadonnées de l'indicateur mises à jour le 9 août 2024)

Définition

L'indicateur et les sous-indicateurs sont définis comme suit :

1. Financement initial de l'éducation par les administrations publiques en pourcentage du PIB
2. Financement initial de l'éducation par les ménages du secteur privé en pourcentage du PIB
3. Financement initial de l'éducation par le secteur privé hors ménages en pourcentage du PIB
4. Financement initial de l'éducation par l'APD du reste du monde en pourcentage du PIB
5. Financement initial de l'éducation hors APD dans le reste du monde en pourcentage du PIB
6. Financement initial total de l'éducation en pourcentage du PIB
7. Financement initial total (des administrations publiques, des ménages et de l'APD) pour l'éducation en pourcentage du PIB

Les concepts utilisés dans cette définition sont définis dans les Comptes nationaux de l'éducation élaborés et publiés par l'UNESCO en 2016 et sont résumés ici.

Unité de financement (voir UNESCO 2016b:22) : La NEA définit les unités de financement comme des « unités institutionnelles qui fournissent des ressources financières au domaine » de l'éducation. La NEA établit une distinction entre les unités de financement qui financent l'éducation et les unités de production qui dispensent l'éducation. Il peut s'agir de la même entité (par exemple, un ministère de l'Éducation), mais elles sont considérées séparément dans la NEA. La NEA propose la catégorisation suivante des unités de financement : (1) les administrations publiques qui incluent tous les niveaux de gouvernement), (2) le secteur privé et (3) le reste du monde, qui comprend les financements externes, y compris ceux des partenaires internationaux du développement. Aux fins de la présente proposition, le secteur privé est divisé entre les ménages et les hors-ménages. En pratique, la définition des ménages devrait varier selon les pays et correspondre à ceux à partir desquels les données sur les dépenses sont collectées. Le reste du monde comprend l'aide au développement outre-mer (APD), qui suivrait la définition de l'OCDE, et l'aide hors APD. Le choix de suivre la définition de l'OCDE est également pragmatique étant donné que l'ARC de l'OCDE est la principale source de données sur les flux d'APD.

Financement initial (voir UNESCO 2016b:29) : La NEA fait la distinction entre le financement initial et le financement final afin de refléter le fait que les unités de financement peuvent transférer des fonds entre elles. Le financement initial comprend les dépenses directes d'éducation d'une unité de financement ainsi que les transferts vers d'autres unités qui sont affectés à l'éducation. Le financement initial exclut tous les transferts reçus affectés à l'éducation. L'objectif du financement initial est de comprendre quelle part de son financement l'unité alloue, de sa propre initiative, à l'éducation.

Méthode d'estimation

L'enquête conjointe de UNESCO-OECD-Eurostat (UOE) recueille toutes les informations nécessaires pour calculer le financement initial des administrations publiques, le financement initial des ménages du secteur privé et l'APD. Toutefois, dans la pratique, la couverture est généralement faible, en particulier pour le financement initial des ménages et pour les pays à revenu faible et intermédiaire. Par conséquent, des sources de données et des méthodologies alternatives sont définies ultérieurement.

La méthodologie suivante est basée sur les noms de variables décrits dans *UOE Data Collection Manual 2020* de l'UNESCO (2020) et reflète les définitions utilisées par l'OCDE dans OCDE (2018). Il convient de noter que la définition du financement initial des administrations publiques correspond à la définition utilisée dans le *Handbook for internationally comparable education statistics (2018)* (voir p. 114).

Tableau 1. Sources de données de l'UOE et méthode de calcul

Indicateur	Méthode de calcul du numérateur
	(Les variables se réfèrent au manuel UOE - le dénominateur est le PIB et est

	décrit ci-dessous)
Financement initial de l'éducation par les administrations publiques en pourcentage du PIB	Dépenses totales des administrations publiques pour l'éducation (G20) <i>moins</i> la somme des transferts aux administrations publiques provenant des agences internationales et d'autres sources étrangères (F10) ¹
Financement initial de l'éducation par les ménages du secteur privé en pourcentage du PIB	Dépenses totales des ménages en éducation ² (H20)
Financement initial de l'éducation par le secteur privé hors ménages en pourcentage du PIB	Dépenses totales d'éducation des entités privées non éducatives (E20)
Financement initial de l'éducation par l'APD du reste du monde en pourcentage du PIB	SNPC de l'OCDE - APD affectée aux dépenses d'éducation (voir discussion ci-dessous)
Financement initial de l'éducation hors APD dans le reste du monde en pourcentage du PIB	Dépenses internationales totales (F20) <i>moins</i> Reste du monde - APD
Dépenses totales d'éducation en pourcentage du PIB	La somme des cinq indicateurs ci-dessus (si les données sont disponibles pour les cinq)
Dépenses totales d'éducation (à l'exclusion du financement privé hors ménages et du financement hors APD du reste du monde) en pourcentage du PIB	Comme ci-dessus mais à l'exclusion du secteur privé - financement initial de l'éducation hors ménage en pourcentage du PIB et financement de l'éducation du reste du monde hors APD en pourcentage du PIB, car ces valeurs ne sont pas observées dans la plupart des pays.

Le tableau 2 présente les sources de données hors UOE utilisées dans le calcul.

Tableau 2. Sources de données hors UOE

Variable	Source des données
PIB	PIB courant de la Banque mondiale en unités monétaires locales (indicateur NY.GDP.MKTP.CN)

¹Les transferts internationaux au gouvernement sont enregistrés sous F6, F7, F8 ainsi que les dépenses directes des unités gouvernementales qui reçoivent les transferts (manuel UOE page 64).

² Les dépenses des ménages sont déclarées nettes des transferts gouvernementaux reçus (par exemple : allocations, etc.). Il convient de noter que les données déclarées par l'OCDE sont utilisées comme source de données privilégiée.

<p>APD du SNPC de l'OCDE</p>	<p>La somme de l'aide publique au développement (APD) et des autres flux officiels de décaissements bruts alloués à l'éducation déclarés au Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE. Il convient de noter que les fonds non déclarés dans le SNPC de l'OCDE sont considérés comme ne relevant pas de l'APD (et ne seraient capturés que par le biais de la variable E20 du questionnaire de l'UOE).</p>
------------------------------	--

Étant donné que de nombreux points de données sont manquants dans la base de données de l'UOE pour le financement du secteur privé et les transferts internationaux, le tableau 3 présente les autres sources de données utilisées et l'ordre de priorité dans lequel elles sont utilisées. Lorsque d'autres sources de données sont utilisées, elles sont indiquées dans la note de bas de page du point de données de l'indicateur.

Tableau 3. Autres sources de données

Variable	Autres sources de données
<p>Total des transferts internationaux aux gouvernements (F10)</p>	<p>OCDE SNPC APD : voir ci-dessus</p>
<p>Dépenses d'éducation des ménages du secteur privé (H20)</p>	<p>Données d'enquête auprès des ménages : Il existe quatre sources de données pour estimer les dépenses d'éducation des ménages. La première est constituée par les données de l'OCDE tirées de Regards sur l'éducation (obtenues par l'intermédiaire de OECD STAT). La deuxième est le GEMR qui a estimé les dépenses des ménages du secteur privé sur la base de la proportion de la consommation des ménages allouée à l'éducation en utilisant les rapports d'enquête sur les ménages ainsi que les données de l'IMHE sur la consommation des ménages en proportion du PIB (voir UNESCO 2022:398). La troisième est celle de l'ISU qui a étendu cette méthode. Enfin, la dernière provient des données de l'UNSD sur les dépenses de consommation individuelle des ménages en matière d'éducation. Lorsqu'il existe plus d'un point</p>

	de données provenant de ces sources pour un pays et une année donnés, l'ordre de préférence utilisé est le suivant (suivant l'enquête de l'UOE) : OCDE, UNSD, GEMR / UIS.
--	---

Enfin, deux indicateurs de financement initial total sont présentés. Le premier, « Dépenses totales d'éducation en pourcentage du PIB », est la somme des cinq sous-indicateurs précédents présentés dans le tableau 1. Cependant, étant donné que la disponibilité des données pour le financement initial du secteur privé hors ménages et le financement initial du reste du monde hors APD est limitée, un deuxième indicateur est présenté avec les principales sources de données, « Dépenses totales d'éducation (à l'exclusion du financement privé hors ménages et du financement du reste du monde hors APD) en pourcentage du PIB ».

Il convient de noter que, dans la version actuelle des données, le financement initial des administrations publiques en pourcentage du PIB n'est indiqué que s'il est compris entre 1 et 10 pour cent du PIB. Tous les autres sous-indicateurs sont déclarés s'ils sont compris entre zéro et 10 pour cent du PIB.

Limites

L'indicateur hérite des limitations liées à la déclaration des dépenses des administrations publiques en matière d'éducation (UOE G20), voir les métadonnées liées à l'ODD 1.a.2 pour l'éducation. Des problèmes supplémentaires spécifiques à cet indicateur et à sa méthodologie existent également. Premièrement, l'ISU utilise l'estimation du PIB de la Banque mondiale, ce qui peut donner lieu à des estimations différentes du financement en pourcentage du PIB en fonction du dénominateur utilisé par d'autres organisations déclarantes. Deuxièmement, l'APD est définie comme les flux déclarés au SNPC de l'OCDE selon la définition de cet indicateur – cela s'explique par le fait que les données sur l'APD qui ne sont pas déclarées au SNPC ne sont pas facilement disponibles. Troisièmement, l'utilisation des sources de données d'enquêtes auprès des ménages pour estimer les dépenses totales des ménages consacrées à l'éducation est limitée par la comparabilité des dépenses déclarées des ménages entre les pays : celles-ci incluent des différences selon que les dépenses sont collectées pour un enfant spécifique ou pour le ménage dans son ensemble, des différences dans les périodes de rappel et différences dans les éléments inclus dans l'éducation sur lesquels les ménages sont invités à faire rapport. Ces limites sont décrites plus en détail dans le GEMR 2021/2022 (UNESCO 2022 :398) et dans l'EFW 2022 (UNESCO et Banque mondiale 2022 :20). Enfin, les données sur les transferts des ménages vers l'État destinés à l'éducation (par exemple : les frais de scolarité payés aux universités publiques) qui sont enregistrées dans les budgets publics entraîneraient un double comptage (par exemple : enregistrées comme dépenses des ménages mais aussi comme dépenses publiques générales). L'examen des données BOOST de la Banque mondiale

révèle que la disponibilité de ces données est assez limitée et que, dans les cas où les revenus des ministères de l'éducation sont disponibles, ils ont tendance à être assez faibles.

Références

OCDE (2018) *Handbook for internationally comparable education statistics*. Paris : OCDE

UNESCO (2020) *UOE Data Collection Manual 2020*. Paris : UNESCO

UNESCO (2022) *Global education monitoring report, 2021/2: non-state actors in education: who chooses? who loses?* Paris : UNESCO

UNESCO et Banque mondiale (2022) *Education Finance Watch*. Washington, DC : Banque mondiale